

VERTALING

N. 2002 — 319

[C - 2002/27092]

20 DECEMBER 2001. — **Decreet houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Zwitserse Confederatie, anderzijds, betreffende het vrije verkeer van personen, met de Bijlagen, de Protocollen en de Slotakte, opgemaakt te Luxemburg, op 21 juni 1999 (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig Artikel. De Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Zwitserse Confederatie, anderzijds, betreffende het vrije verkeer van personen, met haar Bijlagen I, II en III, de Protocollen en de Slotakte, opgemaakt te Luxemburg, op 21 juni 1999, zal geheel in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002*

Stukken van de Raad, 256 (2000-2001) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 20 december 2001.

Bespreking - Stemming.



F. 2002 — 320

[C - 2002/27084]

20 DECEMBRE 2001. — **Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'introduction de l'euro dans les arrêtés concernant les matières relatives à l'eau et relevant du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu le décret du 11 octobre 1985 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompes d'eau souterraine;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, modifié en dernier lieu par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau;

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, modifié en dernier lieu par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau;

Vu le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 fixant la composition et le fonctionnement de la commission de recours contre les décisions relatives au déversement des eaux usées notamment l'article 13;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 réglant l'octroi des subventions pour les investissements des organismes d'épuration agréés, notamment les articles 10, 11, 16 et 28 modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994 relatif à la subsidiation de plans communaux généraux d'égouttage, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994 fixant les modalités techniques de détermination des valeurs moyennes réelles des paramètres intervenant dans le calcul de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles, notamment l'article 9 modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 1995 relatif au financement de la gestion et de la protection des eaux potabilisables, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2000 relatif à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques notamment les articles 4, 7, 16, 20 et 32;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2000 relatif à l'établissement, la perception et le recouvrement de la redevance sur les prises d'eau potabilisable et de la contribution de prélèvement sur les prises d'eau souterraine non potabilisable notamment les articles 2, 4, 8 et 16;

Vu l'avis de la Commission des eaux, donné le 14 novembre 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 14 novembre 2001;

Vu l'avis de la S.P.G.E., donné le 18 octobre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2001;

Vu l'urgence motivée par la date rapprochée du 1^{er} janvier 2002, date de la phase définitive de l'introduction de l'euro, et la nécessité d'exécuter au plus tôt les adaptations proposées afin que les administrés soient définitivement fixés sur la conversion des montants visés dans l'arrêté;

Vu la délibération du Gouvernement wallon le 6 décembre 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trois jours;

Vu l'avis 32.674/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 décembre en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Adaptation de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 fixant la composition et le fonctionnement de la commission de recours contre les décisions relatives au déversement des eaux usées*

Article 1^{er}. Dans la disposition indiquée ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 fixant la composition et le fonctionnement de la commission de recours contre les décisions relatives au déversement des eaux usées, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 13		
alinéa 1	3 000 francs	74,37 euros

CHAPITRE II. — *Adaptation de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage*

Art. 2. Les §§ 2 à 4 de l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage sont remplacés par les §§ 2 à 4 suivants :

« § 2. La subvention est calculée selon la formule suivante :

$$M = a + b \cdot S + c \cdot H.$$

avec

S = surface de la zone communale représentée, exprimée en km²

H = nombre d'habitants, de la zone concernée

M = subvention exprimée en euros, arrondie à la dizaine d'euros inférieure.

§ 3. En ce qui concerne les organismes d'épuration, les coefficients valent :

$$a = 285 \text{ €/commune}$$

$$b = 5 \text{ €/km}^2$$

$$c = 33,50 \text{ €/millier d'habitants.}$$

§ 4. En ce qui concerne les gestionnaires provinciaux des cours d'eau, les coefficients valent :

$$a = 94,2 \text{ €/commune}$$

$$b = 1,74 \text{ €/km}^2$$

$$c = 11,20 \text{ €/millier d'habitants}''$$

CHAPITRE III. — *Adaptation de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 réglant l'octroi des subventions pour les investissements des organismes d'épuration agréés*

Art. 3. A l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 réglant l'octroi des subventions pour les investissements des organismes d'épuration agréés :

- sous le premier tiret, les mots « pour la tranche comprise entre zéro (0) et onze (11) millions de francs, inclus » sont remplacés par les mots « pour la tranche inférieure à 273.000 euros »;

- sous le deuxième tiret, les mots « onze (11) millions de francs et quarante-huit (48) millions de francs » sont remplacés par les mots « 273.000 euros et 1.190.000 euros »;

- sous le troisième tiret, les mots « quarante-huit (48) millions de francs » sont remplacés par les mots « 1.190.000 euros ».

Art. 4. A l'article 11, du même arrêté, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 11		
1° a)	5 000 000 de francs	124.000 euros
b)	5 000 000 de francs	124.000 euros
	9 000 000 de francs	223.000 euros
	500 000 de francs	12.400 euros
c)	9 000 000 de francs	223.000 euros
	20 000 000 de francs	496.000 euros
	810 000 de francs	20.100 euros
d)	20 000 000 de francs	496.000 euros
	40 000 000 de francs	992.000 euros
	1 600 000 de francs	40.000 euros
e)	40 000 000 de francs	992.000 euros
	70 000 000 de francs	1.735.000 euros
	2 800 000 de francs	69.500 euros
f)	70 000 000 de francs	1.735.000 euros
	170 000 000 de francs	4.214.000 euros
	4 550 000 de francs	112.800 euros
g)	170 000 000 de francs	4.214.000 euros
	500 000 000 de francs	12.400.000 euros
	10 200 000 de francs	253.000 euros
h)	500 000 000 de francs	12.400.000 euros
	27 500 000 de francs	682.000 euros

Article 16		
§ 1 ^{er} , 1°, a)	44 000 francs	1.090 euros
b)	220 francs/m	5,45 €/m
c)	80 000 francs	1.980 euros
	180 francs/m	4,46 €/m
2°, a)	39 200 francs	972 euros
b)	35 200 francs	873 euros
	20 francs/m ²	0,5 €/m ²
c)	75 200 francs	1.864 euros
	16 francs/m ²	0,4 €/m ²
§ 2 1°	330 francs/m	8,2 €/m euros
2°	78 400 francs	1.943 euros
	20 francs/m ²	0,5 €/m ²
	78 400 francs	1.943 euros
§ 3, 1°	130 000 francs	3.223 euros
2°	100 000 francs	2.500 euros
Article 28	80 000 000 de francs	1.983.000 euros
	320 000 000 de francs	7.933.000 euros
	24 000 000 de francs	595.000 euros

CHAPITRE IV. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994 relatif à la subsidiation de plans communaux généraux d'égouttage*

Art. 5. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994 relatif à la subsidiation de plans communaux généraux d'égouttage est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le subside à attribuer à la commune pour dresser le P.C.G.E. est calculé selon la formule suivante :

$$M = a + bS + cH$$

dans laquelle :

S = superficie du territoire communal, exprimée en km²;

H = nombre d'habitants de la commune concernée;

M = subvention exprimée en euro, arrondie à la dizaine d'euros inférieure.

a = 11.155 euros

b = 204,5 euros

c = 1,29 euro. »

CHAPITRE V. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994 fixant les modalités techniques de détermination des valeurs moyennes réelles des paramètres intervenant dans le calcul de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles*

Art. 6. Le dernier alinéa de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994 fixant les modalités techniques de détermination des valeurs moyennes réelles des paramètres intervenant dans le calcul de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les montants de la taxe exprimés en euro sont arrondis au cent supérieur. »

CHAPITRE VI. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 1995 relatif au financement de la gestion et de la protection des eaux potabilisables*

Art. 7. Le cinquième alinéa de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 1995 relatif au financement de la gestion et de la protection des eaux potabilisables est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un acompte proportionnel à la quantité de mètres cubes d'eau prélevée au cours de l'année précédant la demande, relative à la prise d'eau pour laquelle l'étude est proposée, est versé sur le compte affecté du titulaire dans le mois qui suit l'approbation du programme; cet acompte est fixé à 0,05 euro/m³ et ne peut dépasser 70 % du montant approuvé en vertu de l'alinéa 3 du présent article. »

CHAPITRE VII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle*

Art. 8. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5	60 000 francs	1.490 euros
	13 000 francs	325 euros

CHAPITRE VIII. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2000 relatif à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques*

Art. 9. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2000 relatif à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 3	55 francs	1,3634 euros
Article 7	100 000 francs	2.478,94 euros
Article 16	20 000 francs	495,79 euros
Article 20	20 000 francs	495,79 euros

Art. 10. L'article 32 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32. La taxe est, à chaque stade du calcul, établie en euro; les fractions d'eurocent sont arrondies à l'eurocent supérieur ou inférieur selon qu'elles atteignent ou excèdent 0,5 eurocent ou qu'elles sont inférieures à ce montant. »

CHAPITRE IX. — *Adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2000 relatif à l'établissement, la perception et le recouvrement de la redevance sur les prises d'eau potabilisable et de la contribution de prélèvement sur les prises d'eau souterraine non potabilisable*

Art. 11. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2000 relatif à l'établissement, la perception et le recouvrement de la redevance sur les prises d'eau potabilisable et de la contribution de prélèvement sur les prises d'eau souterraine non potabilisable, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2	10 000 francs	250 euros
Article 4	20 000 francs	495,79 euros
Article 8	20 000 francs	495,79 euros

Art. 12. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. La redevance, la contribution ou la provision y afférentes sont à chaque stade du calcul, établies en euro, les fractions d'eurocent sont arrondies à l'eurocent supérieur ou inférieur selon qu'elles atteignent ou excèdent 0,5 eurocent ou qu'elles sont inférieures à ce montant. »

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 14. Le Ministre qui a l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 20 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 320

[C - 2002/27084]

20. DEZEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Einführung des Euro in die Erlasse in dem Bereich des Wassers und die unter die Zuständigkeit des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;

Aufgrund des Dekrets vom 11. Oktober 1985 zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau";

Aufgrund des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Ausschusses für Beschwerden gegen die Beschlüsse bezüglich der Einleitung der Abwässer, insbesondere des Artikels 13;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1991 zur Regelung der Gewährung der Zuschüsse für die Investitionen der anerkannten Vereinigungen für die Klärung, insbesondere der Artikel 10, 11, 16 und 28, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. September 1994;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994 über die Bezuschussung der allgemeinen Gemeindekanalisationspläne, insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994 zur Feststellung der technischen Verfahrensweisen zur Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte der Parameter, die in der Berechnung der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser eine Rolle spielen, insbesondere des Artikels 9, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. November 1994;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Mai 1995 über die Finanzierung der Bewirtschaftung und des Schutzes von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2000 über die Festlegung, die Erhebung, die Beitreibung, die Befreiung und die Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern; insbesondere der Artikel 4, 7, 16, 20 und 32;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2000 über die Festlegung, die Erhebung und die Beitreibung der Gebühr für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser und der Steuer für die Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, insbesondere der Artikel 2, 4, 8 und 16;

Aufgrund des am 14. November 2001 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Wasser;

Aufgrund des am 14. November 2001 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 18. Oktober 2001 abgegebenen Gutachtens der S.P.G.E. ("Société publique de gestion de l'eau" — Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);

Aufgrund des am 3. Oktober 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. Oktober 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Nähe des 1. Januars 2002, dem Datum der endgültigen Phase zur Einführung des Euro, begründet ist, und angesichts der Notwendigkeit, die vorgeschlagenen Anpassungen schnellstmöglich durchzuführen, damit die Bürger über die Umrechnung der in dem Erlass erwähnten Beträge endgültig Bescheid wissen;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2001 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats, das innerhalb eines Zeitraums, der drei Tage nicht überschreitet, abzugeben ist;

Aufgrund des am 12. Dezember 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 32.674/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Ausschusses für Beschwerden gegen die Beschlüsse bezüglich der Einleitung der Abwässer

Artikel 1 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Ausschusses für Beschwerden gegen die Beschlüsse bezüglich der Einleitung der Abwässer wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 13		
Absatz 1	3000 Franken	74,37 Euro

KAPITEL II — Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne

Art. 2 - Die Paragraphen 2 bis 4 des Artikels 8 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne werden durch folgende Paragraphen 2 bis 4 ersetzt:

« § 2. Der Zuschuss wird nach folgender Formel berechnet:

$$M = a + b.S + c.H$$

wobei:

S = in km² ausgedrückte Fläche der abgebildeten Gemeindezone

H = Anzahl Einwohner der betreffenden Zone

M = in Euro ausgedrückter und auf den unteren Zehner Euro abgerundeter Zuschuss.

§ 3. Für die Vereinigungen für die Klärung haben die Koeffizienten folgenden Wert:

$$a = 285 \text{ €/Gemeinde}$$

$$b = 5 \text{ €/km}^2$$

$$c = 33,50 \text{ €/tausend Einwohner.}$$

§ 4. Für die Verwalter der Wasserläufe der Provinz haben die Koeffizienten folgenden Wert:

$$a = 94,2 \text{ €/Gemeinde}$$

$$b = 1,74 \text{ €/km}^2$$

$$c = 11,20 \text{ €/tausend Einwohner.}$$

KAPITEL III — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1991 zur Regelung der Gewährung der Zuschüsse für die Investitionen der anerkannten Vereinigungen für die Klärung*

Art. 3 - In Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1991 zur Regelung der Gewährung der Zuschüsse für die Investitionen der anerkannten Vereinigungen für die Klärung werden:

- unter dem ersten Strich die Wörter "für den Teilbetrag zwischen null (0) und elf Millionen Franken (11) einschließlich" durch die Wörter "für den Teilbetrag unter 273.000 Euro";
- unter dem zweiten Strich die Wörter "elf Millionen Franken (11) und achtundvierzig Millionen Franken (48)" durch die Wörter "273.000 Euro und 1.190.000 Euro";
- unter dem dritten Strich die Wörter "achtundvierzig Millionen Franken (48)" durch die Wörter "1.190.000 Euro" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 11		
1° a)	5 000 000 Franken	124.000 Euro
b)	5 000 000 Franken	124.000 Euro
	9 000 000 Franken	223.000 Euro
	500 000 Franken	12.400 Euro
c)	9 000 000 Franken	223.000 Euro
	20 000 000 Franken	496.000 Euro
	810 000 Franken	20.100 Euro
d)	20 000 000 Franken	496.000 Euro
	40 000 000 Franken	992.000 Euro
	1 600 000 Franken	40.000 Euro
e)	40 000 000 Franken	992.000 Euro
	70 000 000 Franken	1.735.000 Euro
	2 800 000 Franken	69.500 Euro
f)	70 000 000 Franken	1.735.000 Euro
	170 000 000 Franken	4.214.000 Euro
	4 550 000 Franken	112.800 Euro
g)	170 000 000 Franken	4.214.000 Euro
	500 000 000 Franken	12.400.000 Euro
	10 200 000 Franken	253.000 Euro
h)	500 000 000 Franken	12.400.000 Euro
	27 500 000 Franken	682.000 Euro

Artikel 16		
§ 1 ^{er} , 1°, a)	44 000 Franken	1090 Euro
b)	220 Franken/m	5,45 €/m
c)	80 000 Franken	1.980 Euro
	180 Franken/m	4,46 €/m
2°, a)	39 200 Franken	972 Euro
b)	35 200 Franken	873 Euro
	20 Franken/m ²	0,5 €/m ²
c)	75 200 Franken	1.864 Euro
	16 Franken/m ²	0,4 €/m ²
§ 2, 1°	330 Franken/m	8,2 €/m
2°	78 400 Franken	1.943 Euro
	20 Franken/m ²	0,5 €/m ²
	78 400 Franken	1.943 Euro
§ 3, 1°	130 000 Franken	3.223 Euro
2°	100 000 Franken	2.500 Euro
Artikel 28	80 000 000 Franken	1.983.000 Euro
	320 000 000 Franken	7.933.000 Euro
	24 000 000 Franken	595.000 Euro

KAPITEL IV — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994 über die Bezuschussung der allgemeinen Gemeindekanalisationspläne*

Art. 5 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994 über die Bezuschussung der allgemeinen Gemeindekanalisationspläne wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 3. Der Zuschuss, welcher der Gemeinde zuzuteilen ist, wird nach folgender Formel berechnet:

$$M = a + bS + cH$$

wobei:

S = in km² ausgedrückte Fläche der Gemeindezone

H = Anzahl Einwohner der betreffenden Zone

M = in Euro ausgedrückter und auf den unteren Zehner Euro abgerundeter Zuschuss.

a = 11.155 Euro

b = 204,5 Euro

c = 1,29 Euro.“

KAPITEL V — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994 zur Feststellung der technischen Verfahrensweise zur Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte der Parameter, die in der Berechnung der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser eine Rolle spielen*

Art. 6 - Der letzte Absatz des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994 zur Feststellung der technischen Verfahrensweise zur Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte der Parameter, die in der Berechnung der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser eine Rolle spielen, wird durch folgenden Absatz ersetzt:

„Die in Euro ausgedrückten Beträge der Abgaben werden auf den nächsten Cent aufgerundet.“

KAPITEL VI — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Mai 1995 über die Finanzierung der Bewirtschaftung und des Schutzes von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser*

Art. 7 - Der fünfte Absatz des Artikels 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Mai 1995 über die Finanzierung der Bewirtschaftung und des Schutzes von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser wird durch folgenden Absatz ersetzt:

„Auf das zweckgebundene Konto des Genehmigungsinhabers wird innerhalb des Monats nach Genehmigung des Programms eine Anzahlung proportional zu der während des Jahres vor dem des Antrags an der Wasserentnahmestelle, die Gegenstand des Studienvorschlags ist, entnommenen Menge Kubikmeter Wasser überwiesen; diese Anzahlung wird auf 0,05 Euro/m³ festgelegt und darf 70 % des kraft Absatz 3 des vorliegenden Artikels genehmigten Betrags nicht überschreiten.“

KAPITEL VII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems*

Art. 8 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 5	60 000 Franken	1.490 Euro
	13 000 Franken	325 Euro

KAPITEL VIII — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2000 über die Festlegung, die Erhebung, die Beitreibung, die Befreiung und die Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern*

Art. 9 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2000 über die Festlegung, die Erhebung, die Beitreibung, die Befreiung und die Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF nicht überschreitend angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 4		
§ 3	55 Franken	1,3634 Euro
Artikel 7	100 000 Franken	2.478,94 Euro
Artikel 16	20 000 Franken	495,79 Euro
Artikel 20	20 000 Franken	495,79 Euro

Art. 10 - Artikel 32 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 32. Die Abgabe wird bei jeder Berechnungsphase in Euro festgelegt; die Eurocent-Bruchteile werden jeweils auf den nächsten Eurocent auf- bzw. abgerundet, je nachdem sie mindestens 0,5 Eurocent erreichen oder unter diesem Betrag liegen."

KAPITEL IX — *Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2000 über die Festlegung, die Erhebung und die Beitreibung der Gebühr für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der Steuer für die Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitem Wasser*

Art. 11 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2000 über die Festlegung, die Erhebung und die Beitreibung der Gebühr für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der Steuer für die Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitem Wasser werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in Franken angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 2	10 000 Franken	250 Euro
Artikel 4	20 000 Franken	495,79 Euro
Artikel 8	20 000 Franken	495,79 Euro

Art. 12 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 16 - Die Gebühr, die Steuer oder die damit verbundenen Anzahlungen werden bei jeder Berechnungsphase in Euro festgelegt; die Eurocent-Bruchteile werden jeweils auf den nächsten Euro auf- bzw. abgerundet, je nachdem sie mindestens 0,5 Eurocent erreichen oder unter diesem Betrag liegen."

KAPITEL X — *Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2002 in Kraft.

Art. 14 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2001

Der Minister-Präsident,
J-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

N. 2002 — 320

[C - 2002/27084]

20 DECEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering inzake de invoering van de euro in de besluiten betreffende de aangelegenheden m.b.t. het water en die ressorteren onder de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

Gelet op het decreet van 11 oktober 1985 houdende het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en pompings;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer);

Gelet op het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau";

Gelet op het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau";

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 tot vaststelling van de samenstelling en van de werking van de commissie voor beroep tegen de beslissingen betreffende het lozen van afvalwater, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 houdende regeling van de toekenning van toelagen voor de investeringen van de erkende zuiveringsinstellingen, inzonderheid op artikelen 10, 11, 16 en 28, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 september 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994 tot subsidiëring van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994 tot vaststelling van technische modaliteiten voor de bepaling van de reële gemiddelde waarden van de parameters die tussenkomen in de berekening van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 november 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 1995 betreffende de financiering van het beheer en de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2000 betreffende de berekening, inning, invordering, vrijstelling en terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, inzonderheid op artikelen 4, 7, 16, 20 en 32;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2000 betreffende de berekening, inning en invordering van de heffing op de winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water en van de belasting op de winplaatsen van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar is, inzonderheid op artikelen 2, 4, 8 en 16;

Gelet op het advies van de Watercommissie, gegeven op 14 november 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 14 november 2001;

Gelet op het advies van de "SPGE", gegeven op 18 oktober 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 oktober 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 oktober 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de datum van de definitieve fase voor de invoering van de euro, 1 januari 2002, nadert en dat de voorgestelde aanpassingen zo snel mogelijk moeten worden uitgevoerd zodat de burgers zekerheid krijgen over de omzetting van de in het besluit bedoelde bedragen;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 6 december 2001 betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van drie dagen;

Gelet op het advies 32.674/4 van de Raad van State, gegeven op 12 december 2001 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging;

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Aanpassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 tot vaststelling van de samenstelling en van de werking van de commissie voor beroep tegen de beslissingen betreffende het lozen van afvalwater

Artikel 1. In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 tot vaststelling van de samenstelling en van de werking van de commissie wordt het in franken uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door het in euro's uitgedrukte bedrag uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 13		
eerste lid	3 000 BEF	74,37 euro

HOOFDSTUK II. — Aanpassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen

Art. 2. §§ 2 tot 4 van artikel 8 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen worden gewijzigd als volgt :

"§ 2. De toelage wordt berekend volgens de volgende formule :

$$M = a + b \cdot O + c \cdot I.$$

met

O = oppervlakte van de voorgestelde gemeentezone, uitgedrukt in km²

I = aantal inwoners voor de betrokken zone

M = toelage uitgedrukt in euro, afgerond op het lagere tiental euro.

§ 3. Wat betreft de zuiveringsinstellingen, hebben de coëfficiënten de volgende waarde :

a = 285 €/gemeente

b = 5 €/km²

c = 33,50 €/duizendtal inwoners.

§ 4. Wat betreft de provinciebeheerders van de waterlopen, hebben de coëfficiënten de volgende waarde :

a = 94,2 €/gemeente

b = 1,74 €/km²

c = 11,20 €/duizendtal inwoners"

HOOFDSTUK III. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 houdende regeling van de toekenning van toelagen voor de investeringen van de erkende zuiveringsinstellingen*

Art. 3. In artikel 10 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 houdende regeling van de toekenning van toelagen voor de investeringen van de erkende zuiveringsinstellingen :

- onder het eerste streepje, worden de woorden "voor de tranche nul (0) tot en met elf miljoen frank (11)" vervangen door de woorden "voor de schijf beneden 273.000 euro";

- onder het tweede streepje worden de woorden "elf miljoen frank (11) tot en met achtenveertig miljoen frank (48)" vervangen door de woorden "273.000 euro en 1.190.000 euro";

- onder het derde streepje worden de woorden "achtenveertig miljoen frank (48)" vervangen door de woorden "1.190.000 euro".

Art. 4. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 11		
1° a)	5 000 000 BEF	124.000 euro
b)	5 000 000 BEF	124.000 euro
	9 000 000 BEF	223.000 euro
	500 000 BEF	12.400 euro
c)	9 000 000 BEF	223.000 euro
	20 000 000 BEF	496.000 euro
	810 000 BEF	20.100 euro
d)	20 000 000 BEF	496.000 euro
	40 000 000 BEF	992.000 euro
	1 600 000 BEF	40.000 euro
e)	40 000 000 BEF	992.000 euro
	70 000 000 BEF	1.735.000 euro
	2 800 000 BEF	69.500 euro
f)	70 000 000 BEF	1.735.000 euro
	170 000 000 BEF	4.214.000 euro
	4 550 000 BEF	112.800 euro
g)	170 000 000 BEF	4.214.000 euro
	500 000 000 BEF	12.400.000 euro
	10 200 000 BEF	253.000 euro
h)	500 000 000 BEF	12.400.000 euro
	27 500 000 BEF	682.000 euro

Artikel 16		
§ 1 ^{er} , 1°, a)	44 000 BEF	1090 euro
b)	220 BEF/m	5,45 €/m
c)	80 000 BEF	1980 euro
	180 BEF/m	4,46 €/m
2°, a)	39 200 BEF	972 euro
b)	35 200 BEF	873 euro
	20 BEF/m ²	0,5 €/m ²
c)	75 200 BEF	1864 euro
	16 BEF/m ²	0,4 €/m ²
§ 2, 1°	330 BEF/m	8,2 €/m
2°	78 400 BEF	1943 euro
	20 BEF/m ²	0,5 €/m ²
	78 400 BEF	1943 euro
§ 3, 1°	130 000 BEF	3.223 euro
2°	100 000 BEF	2.500 euro
Artikel 28	80 000 000 BEF	1.983.000 euro
	320 000 000 BEF	7.933.000 euro
	24 000 000 BEF	595.000 euro

HOOFDSTUK IV. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994 tot subsidiëring van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen*

Art. 5. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994 tot subsidiëring van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 3. De subsidie die aan de gemeente moet worden toegekend om het gemeentelijke afwateringsplan op te stellen, wordt berekend volgens de volgende formule :

$$M = a + bO + cI$$

met :

O = oppervlakte van het gemeentelijke grondgebied, uitgedrukt in km²;

I = aantal inwoners voor de betrokken gemeente;

M = toelage uitgedrukt in euro, afgerond op het lagere tiental euro.

a = 11.155 euro

b = 204,5 euro

c = 1,29 euro."

HOOFDSTUK V. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994 tot vaststelling van technische modaliteiten voor de bepaling van de reële gemiddelde waarden van de parameters die tussenkomen in de berekening van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater*

Art. 6. Het laatste lid van artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994 tot vaststelling van technische modaliteiten voor de bepaling van de reële gemiddelde waarden van de parameters die tussenkomen in de berekening van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater, wordt gewijzigd als volgt :

"De in euro uitgedrukte bedragen van de belasting worden afgerond op de hogere cent."

HOOFDSTUK VI. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 1995 betreffende de financiering van het beheer en de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water*

Art. 7. Het vijfde lid van artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 1995 betreffende de financiering van het beheer en de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water, wordt gewijzigd als volgt :

« Een voorschot, gelijk aan de waterhoeveelheid afgenomen in de loop van het jaar vóór de aanvraag m.b.t. de winplaats waarvoor het onderzoek wordt voorgesteld, wordt binnen de maand na de goedkeuring van het programma op de rekening van de houder gestort; dit bedrag wordt vastgesteld op 0,05 euro/m³ zonder evenwel 70 % van het krachtens het derde lid van dit artikel goedgekeurde bedrag te overschrijden. »

HOOFDSTUK VII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem*

Art. 8. In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5	60 000 BEF	1.490 euro
	13 000 BEF	325 euro

HOOFDSTUK VIII. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2000 betreffende de berekening, inning, invordering, vrijstelling en terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater*

Art. 9. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2000 betreffende de berekening, inning, invordering, vrijstelling en terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 3	55 BEF	1,3634 euro
Artikel 7	100 000 BEF	2.478,94 euro
Artikel 16	20 000 BEF	495,79 euro
Artikel 20	20 000 BEF	495,79 euro

Art. 10. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 32. De belasting wordt in ieder stadium van de berekening in euro uitgedrukt; de eurocentdelen worden op de hogere of lagere eurocent afgerond al naargelang ze meer of minder dan 0,5 eurocent bedragen."

HOOFDSTUK IX. — *Aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2000 betreffende de berekening, inning en invordering van de heffing op de winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water en van de belasting op de winplaatsen van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar is*

Art. 11. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2000 betreffende de berekening, inning en invordering van de heffing op de winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water en van de belasting op de winplaatsen van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar is, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2	10 000 BEF	250 euro
Artikel 4	20 000 BEF	495,79 euro
Artikel 8	20 000 BEF	495,79 euro

Art. 12. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 16. De desbetreffende belasting en heffing of het desbetreffende voorschot worden in ieder stadium van de berekening in euro uitgedrukt; de eurocentdelen worden op de hogere of lagere eurocent afgerond al naargelang ze meer of minder dan 0,5 eurocent bedragen."

HOOFDSTUK X. — *Slopbepalingen*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheden het water behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 20 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET



F. 2002 — 321

[C — 2002/27082]

20 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'introduction de l'euro dans la réglementation et dans les programmes informatiques de la Région wallonne, en ce qui concerne les matières relatives à l'eau et relevant du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 2001 relatif à l'introduction de l'euro dans la réglementation et dans les programmes informatiques de la Région wallonne, notamment l'article 4;

Vu le décret du 11 octobre 1985 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine, notamment l'article 2;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, notamment les articles 4 et 27 modifiés par le décret du 7 mars 1996 et par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau;

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, notamment les articles 5, 12, 43 et 44 modifiés par le décret du 23 décembre 1993, et par le décret du 7 mars 1996;

Vu le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau;

Vu l'avis de la Commission des eaux, donné le 14 novembre 2001;

Vu l'avis de la S.P.G.E., donné le 18 octobre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2001;

Vu l'urgence motivée par la date rapprochée du 1^{er} janvier 2002, date de la phase définitive de l'introduction de l'euro, et la nécessité d'exécuter au plus tôt les adaptations proposées afin que les administrés soient définitivement fixés sur la conversion des montants visés dans l'arrêté;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 6 décembre 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trois jours;

Vu l'avis 32.676/4 du Conseil d'Etat donné en date du 12 décembre 2001 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Adaptation du décret du 11 octobre 1985 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine*

Article 1^{er}. Dans la disposition indiquée ci-dessous, le décret du 11 octobre 1985 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2, alinéa 2	500 000 francs	12.500 euros
---------------------	----------------	--------------